

À Jérusalem, une grand-mère palestinienne refuse de se laisser expulser au profit des colons

14 décembre 2015



Nora Sub Laban vit depuis les années 50 dans le même immeuble du quartier musulman de la vieille ville. Mais un juge israélien vient d'ordonner son expulsion.

Nora Sub Laban est née un jour de 1955 sous ces plafonds voûtés, au cœur du quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem. « *Notre maison, soupire la grand-mère palestinienne, renferme toute une vie de souvenirs joyeux ou amers.* » Le 15 octobre dernier, le tribunal de district lui a donné l'ordre de vider les

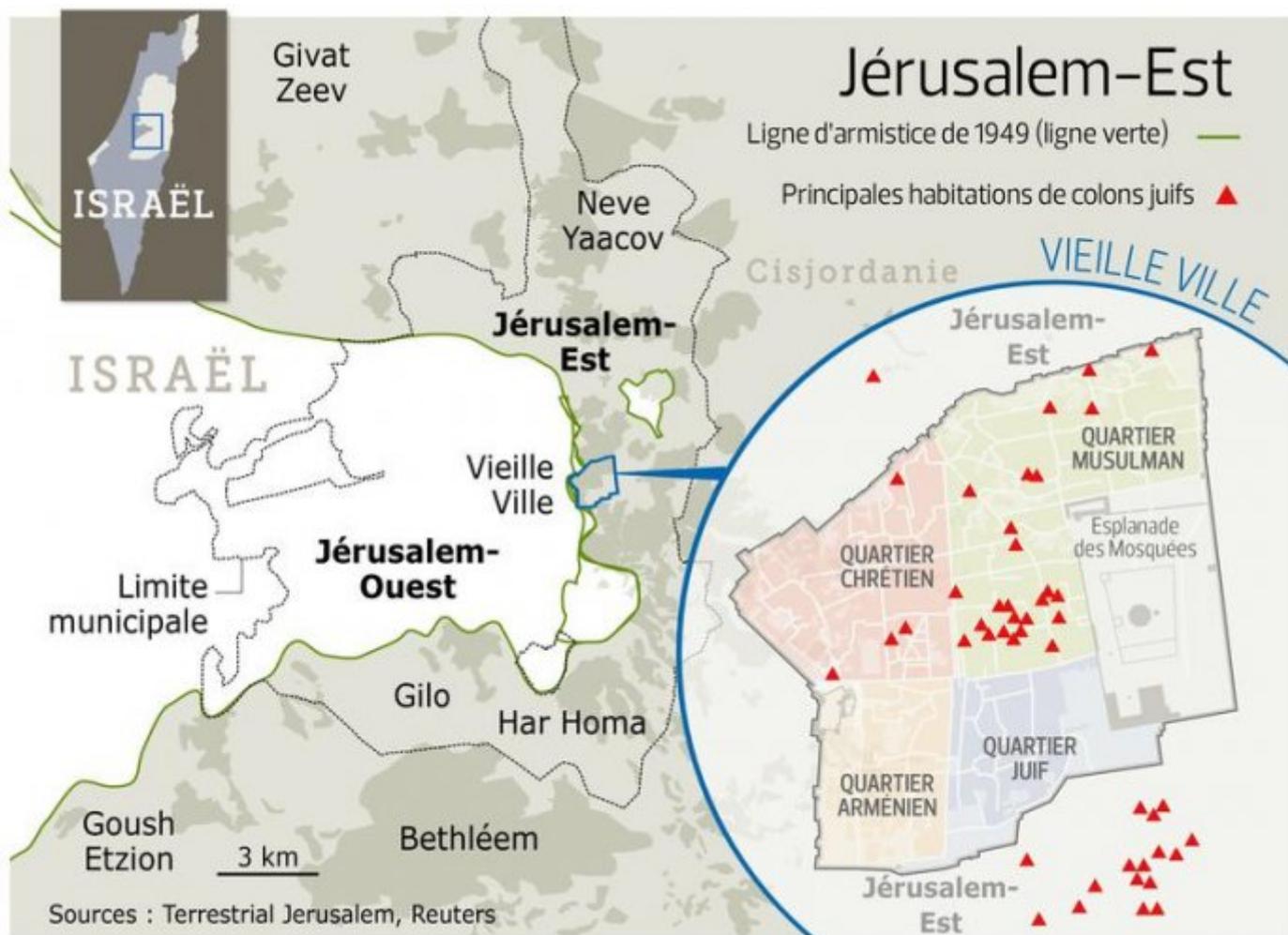
lieux sous 45 jours. Le fonds israélien Galetzia Trust, devenu propriétaire en 2010 de cet immeuble situé à mi-hauteur de la rue al-Khalidiya, a réussi à convaincre les magistrats que Nora et son mari n'occupent plus vraiment leur appartement. *« Nous avons formé un recours auprès de la cour suprême et l'application de cette décision est pour l'heure suspendue, précise Ahmad Sub Laban, l'un des cinq enfants de Nora, mais ce n'est que partie remise. Dans quelques semaines, quelques mois tout au plus, les colons et la police reviendront pour nous expulser. »*

Le cas de la famille Sub Laban n'est pas isolé. Depuis la conquête de Jérusalem-Est par Israël en 1967, un millier de colons juifs se sont établis dans les quartiers musulman et chrétien de la vieille ville. Ils ont le plus souvent jeté leur dévolu sur des édifices qui appartenaient à des Juifs avant la partition de 1948. Les organisations créées pour œuvrer au renforcement de cette présence à Jérusalem-Est ont ainsi repris le contrôle, principalement dans les années 80, d'une bonne centaine d'habitations occupées par des familles palestiniennes. Certaines ont accepté de vendre à des intermédiaires, d'autres ont été expulsées sur décision de justice. *« Bien que le nombre total de propriétés à risque soit limité, il s'agit d'un mécanisme dévastateur pour la fabrique sociale dans l'enceinte de la vieille ville »,* déplore Daniel Seidemann, directeur de l'ONG Jérusalem terrestre.

Campagne de soutien

Nora Sub Laban, cependant, a choisi de ne pas se laisser faire. Ahmad, l'un de ses fils, travaille pour l'ONG israélienne [Ir Amim](#), et son frère Rafat est employé par une organisation spécialisée dans la défense des détenus palestiniens ([Addameer](#)). Tous deux ont utilisé leur savoir-faire et leur carnet d'adresse pour déclencher une campagne de soutien qui rencontre un [vif succès sur les réseaux sociaux](#). Leur histoire, en quelques semaines, a fait le tour de Jérusalem et des délégations étrangères. Le 2 décembre, la consule générale adjointe des Etats-Unis s'est rendue dans la vieille ville pour rencontrer Nora et ses fils. De façon plutôt inhabituelle, la représentation américaine s'est dite *« préoccupée par les évictions répétées de familles à Jérusalem »*, avant de prévenir : *« Tous les résidents méritent un traitement juste au regard de la loi »*.

Les Sub Laban, apparentés à l'une des grandes familles palestiniennes de la ville, se sont installés dans l'immeuble de la rue al-Khalidiya au tout début des années 50 avec l'accord de l'administration jordannienne. La Custodie des propriétés ennemies, qui avait à l'époque la charge des immeubles abandonnés par des familles juives durant la guerre de 1948, leur accorda d'emblée le statut de locataires protégés. *« Notre loyer, depuis lors, est encadré, et personne ne peut nous mettre dehors »,* plaide Ahmad Sub Laban. Mais ce statut a progressivement été remis en cause lorsque, après la guerre des Six-jours (1967), l'administration israélienne a repris le contrôle du bâtiment en invoquant les droits de la famille juive qui y résidait avant la création de l'Etat.



[Cliquez ici pour agrandir l'infographie](#)

« Notre saga judiciaire a débuté en 1979 et ne s'est jamais arrêtée », raconte Nora Sub Laban, visiblement convaincue que le but réel de l'administration est, depuis le premier jour, de la pousser à partir. L'affrontement porte tantôt sur le montant du loyer, tantôt sur la possibilité d'effectuer des travaux d'entretien. En 1987, une famille palestinienne qui vivait dans le même immeuble a cédé et fait ses valises. Elle a été aussitôt remplacée par des colons israéliens. Un jour de 1988, l'accès qui permet aux Sub Laban d'accéder à leur appartement, au premier étage, a été muré sans explication. Nora ne pourra plus mettre les pieds chez elle jusqu'à ce qu'une décision de justice ne lui donne raison en 2001. « *Durant toute cette période, nous avons continué de payer le loyer afin de ne pas nous mettre en tort* », affirme son fils Ahmad.

« Cette maison et ce quartier sont devenus, pour moi, comme une carte d'identité »

En charge du lieu depuis novembre 2010, le fond privé Galetzia Trust ne se cache pas de vouloir obtenir le départ des Sub Laban et multiplie dans ce but les procédures judiciaires. Sa détermination a récemment fini par payer. Le tribunal, qui a examiné les compteurs d'eau et d'électricité de l'appartement, a acquis la conviction qu'il n'est plus habité depuis plusieurs années. Les meubles et les bibelots, comme le linge qui sèche dans la petite cour attenante à l'appartement semblent indiquer le contraire, mais la justice a confirmé sa décision en appel le 15 octobre. Des colons se sont récemment présentés à trois reprises, parfois en présence de la police, pour tenter d'obtenir l'exécution du jugement.

Dos au mur, la famille s'appuie sur le caractère désormais emblématique de ce contentieux pour réclamer l'aide de la communauté internationale. Le 19 novembre dernier, un collectif d'associations pro-

palestiniennes a adressé un courrier à Laurent Fabius pour solliciter l'appui de la France. « Nous vous demandons, Monsieur le ministre, d'intervenir très rapidement auprès du gouvernement israélien, a minima en faisant pression sur son ambassadeur en France », ont-ils écrit. « *Après soixante ans passés ici, affirme pour sa part Nora Sub Laban, je ne peux imaginer de quitter cette maison et ce quartier qui sont devenus, pour moi, comme une carte d'identité.* »

Source : <http://www.lefigaro.fr/internationa...>

AGIR pour empêcher l'expulsion de Nora et sa famille.

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >

- Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/A-Jerusalem-une-grand-mere-palestinienne-refuse-de-se-laisser-expulser-au>